

“Le tax shift ? D’abord diminuer les dépenses de l’Etat”

■ Avant tout glissement fiscal, Patrick Dewael (VLD) veut réduire le poids de l’Etat.

Entretien Antoine Clevers et Frédéric Chardon

Le tax shift ou l’obsession du gouvernement. Le but : augmenter le pouvoir d’achat et améliorer la compétitivité via un glissement de la taxation du travail vers d’autres formes d’imposition. Patrick Dewael, chef du groupe Open VLD à la Chambre, préfère financer cette réforme par des coupes dans les finances publiques plutôt que par de nouvelles taxes.

Comment se positionne votre parti par rapport au futur tax shift ?

Le gouvernement a déjà réalisé un tax shift lors des précédents exercices budgétaires... Pour un montant de deux à trois milliards d’euros. Ça concernait notamment les accises sur le diesel, la taxe Caïman ou la contribution bancaire. Cela a permis d’investir de l’argent dans notre économie, comme le plan Starters, les mesures dans l’Horeca ou la hausse des frais professionnels forfaitaires.

Pas besoin d’un nouveau tax shift alors ?

Un tax shift a déjà été réalisé, c’est une réalité, même si on a surtout entendu parler de ce qu’on n’a pas fait, des projets politiques qui ne sont pas les miens et qui ont prouvé leur faillite à l’étranger. En France, par exemple.

Vous pensez à l’impôt sur la fortune.

Ça a créé un climat d’investissement déplorable. D’ailleurs, le président Hollande a dû remanier son gouvernement après deux ans et il a nommé un banquier libéral à l’Economie (Ndlr, Emmanuel Macron, qui a travaillé chez Rothschild). Il a bien dû admettre que ses recettes n’ont pas marché.

Et en Belgique ?

Je dis : d’accord pour une seconde opération fiscale, mais si on veut diminuer les impôts, il faut le faire en premier lieu en diminuant les dépenses de l’Etat.

Que faites-vous de la logique du glissement d’un type de taxes vers un autre ?

C’est un mauvais point de départ. Le financement de l’ensemble des pouvoirs publics représente 52 ou 53 % de notre produit intérieur brut (PIB). Ça doit diminuer. De nouvelles taxes n’ont jamais contribué à créer de l’emploi. Dans chaque exercice budgétaire, il faut d’abord voir comment réduire les dépenses.

On n’est pas arrivé à l’os, là ?

Non. Et ce n’est pas uniquement la tâche du gouvernement fédéral. Les Régions, les communes, les provinces, doivent aussi faire cet exercice. Ce que je veux, c’est que les gens paient moins d’impôts. On a commencé avec la mesure sur les frais professionnels, et je suis d’accord pour dire qu’il faut aller plus loin, mais pas en décidant de mesures fiscales qui vont tuer la croissance ! Chez nous, on est content quand on parle d’une croissance de 1,5 ou 1,6 %. Aux Etats-Unis, ils sont à 3 ou 4 %. On doit viser les 2 %. Et ce n’est pas en augmentant la TVA qu’on va encourager les gens à consommer.

Donc, pour l’Open VLD, c’est non aux nouveaux impôts pour financer le tax shift ?

Moi, je ne vais pas partir à la chasse pour trouver de nouveaux impôts qui vont tuer la croissance. Quand les pouvoirs publics prennent plus de 50 % de ce que les gens et les entreprises gagnent, on a dépassé le poids du communisme... Mais la

discussion doit se faire au gouvernement.

Le Premier ministre semble confiant.

C’est vous qui le dites.

Vous êtes donc sceptique ?

Je suis vigilant. Je reste très prudent puisqu’on parle du profit des entreprises et du pouvoir d’achat des gens.

Pas de second tax shift, c’est possible ?

On verra. Je me tiens à l’accord de gouvernement. Je suis favorable à une réforme fiscale qui va beaucoup plus loin que remplacer certains impôts par d’autres. Il nous faut une fiscalité plus moderne, plus transparente, plus simple, qui donne aussi plus de droits à celui qui paie des impôts. Ça, c’est une

vraie réforme fiscale !

Concrètement, où peut-on encore faire des économies au niveau fédéral ?

Il faut toujours se demander si telle ou telle tâche doit vraiment être faite par l’Etat : sécurité sociale, pensions, nombre de fonctionnaires, etc. Et puis, certaines tâches ne peuvent-elles pas être assumées par le privé ? On a le débat en ce moment avec bpost et Proximus, des entreprises dans lesquelles l’Etat est toujours majoritaire. Faut-il continuer comme cela ou vendre des parts ? Et quand je dis “vendre”, ce n’est pas prioritairement pour faire des bénéfices pour le budget de l’Etat, c’est surtout pour renforcer ces entreprises en les dépolitisant.

“Quand les pouvoirs publics prennent plus de 50 % de ce que les gens gagnent, on a dépassé le poids du communisme.”